

Demain, le 8 juin

8 et 9 juin 2003 : Nouakchott vit les quarante-huit heures les plus violentes de son existence. Deux nuits et deux jours sous le fracas des canons et dans l'odeur de la poudre. Le spectre de la guerre civile, jusque-là si éloigné de l'image surfaite d'un pays et d'une démocratie pacifiés, fait une irruption brutale dans le quotidien des Mauritaniens, et élève un mur d'opacité entre leur avenir et eux.

L'insurrection de quelques dizaines de soldats désespérés aura suffi pour dissiper les illusions et mettre à mal les certitudes. La Mauritanie est un Libéria, un Zaïre ou une Côte d'Ivoire en puissance; comme ces pays, elle peut être en proie à la tentation du chaos et des bains de sang. Le tout sécuritaire et le verrouillage politique ne sont pas une panacée; à travers ses auteurs comme à travers ses cibles, le putsch du 8 juin 2003 a frappé le régime dans ses parties les plus sensibles, les forces armées et de sécurité. Principal instrument politique du pouvoir, aux abonnés absents au cours des événements, le PRDS n'aura pas, lui, dérogré à son image de gros machin

démago, sonore et vide, incapable de susciter le moindre élan populaire, et dont la compétence se limite à un réflexe d'unanimité autour du chef et à la gestion de la fraude électorale.

Les illusions envolées, il reste les évidences occultées par le haut: les injustices sociales, les impasses politiques, les déficits humanitaires et les dérives sécuritaires qui ont fait de la Mauritanie un immense théâtre en décomposition. Ces blocages et ces fractures, auxquelles l'armée n'échappe évidemment pas, exacerbent des frustrations individuelles et collectives, idéologiques et morales, et expliquent largement la tentative des putschistes du 8 juin 2003.

Les réactions des couches populaires passèrent de la stupeur à l'espoir, puis de la peur au soulagement. Une chose au moins était devenue évidente; le régime était plus fragile qu'il n'y paraissait, et le roi avait été à deux doigts d'être nu. La palette des sentiments des minorités privilégiées fut beaucoup moins riche: la peur, quarante-huit heures durant, puis un sentiment de délivrance qui les fit surgir des

beaux quartiers, en des défilés motorisés aussi assourdissants que leur silence de la veille.

Si le pouvoir fut tenté, dans un premier temps de faire une lecture tribale du putsch, il sut, sans pour autant abandonner totalement la piste, refréner ses envies initiales de vengeance collective, pour circonscrire les événements à leurs seules dimensions et conséquences militaires. Exceptés les exécuteurs arrêtés sur les lieux mêmes de leur forfait, et quelques civils vite relâchés, les rares victimes collatérales du putsch du 8 juin furent certains des plus proches collaborateurs du président de la République: le secrétaire général du PRDS, qui fut longtemps son directeur de cabinet, et passait pour être son éminence grise, et le Premier Ministre. Il ne leur était pas pardonné une passiveté et un silence "suspects" au cours des deux plus longues journées de l'histoire du pays. Puis le calme revient, qui ressemblait fort à la prostration qui succède souvent aux mauvais rêves.

L'élection présidentielle du 7 novembre allait donner au pouvoir l'occasion d'une revanche publique, non contre les auteurs du putsch, mais

Demain, le 8 juin

Suite de Une

contre tous ceux qui, dans son esprit, constituaient le versant politique du 8 juin, et avaient l'ambition de tirer profit de la faiblesse révélée du régime. Le sursaut du système, jusque dans ses composantes les plus inattendues, allaient avoir des effets dévastateurs. Vociférations et invectives, manipulation de listes électorales, menaces et pressions diverses, fraude électorale à large échelle, rien ne fut épargné pour assurer la survie et la pérennité du régime, et à travers lui, d'un système de privilèges structuré autour des prébendes et de la prédation. Le "succès électoral" ne suffisant pas à étancher cette soif de vengeance, on s'en prend à Haïdalla et à ses compagnons de campagne électorale, perçus tout à la fois comme des traîtres et comme une dangereuse menace. Le procès de la peur et de la haine. Un verdict politiquement efficace, juridiquement absurde. Et deux poids, deux mesures; un an, jour pour jour, après le putsch du 8 juin, le procès de ses auteurs est encore à l'état de préparatifs. Les Iznogoud potentiels du pays savent désormais que le crime absolu n'est pas le "calificide", mais le simple fait de convoiter légalement la place du calife.

Passée la poussée d'adrénaline électorale et les remontées de haine, le pouvoir retourne à sa prostration. Le 8 juin semble être devenu son horizon indépassable. Les "Cavaliers du changement" ne sillonnent pas que les vastes étendues du Sahara, ils chevauchent les cauchemars de nos plus hauts dirigeants. Une fixation dans laquelle se pétrifie tout l'appareil d'État, et qui révèle la vacuité programmatique d'un gouvernement dont l'ambition se résume à l'organisation de fêtes du livre aussi coûteuses qu'inefficaces. En fait, le pouvoir vit une crise multiple. Une crise de confiance, d'abord. Le 8 juin a montré qu'il ne pouvait compter ni sur la mobilisation du peuple, ni sur l'ardeur militante de ses propres thuriféraires. Inversement, en dépit de leur loyalisme apparent, des pans entiers du système ont perdu

foi dans la solidité du régime. L'origine d'une part des difficultés économiques du pays (la crise de l'ouguiya, en particulier) se situerait là, selon certains milieux d'affaires. L'effritement de la confiance en l'avenir du pouvoir expliquerait un phénomène d'expatriation progressive des capitaux locaux vers des destinations plus rentables (pays industriels et paradis fiscaux).

La multiplication des affaires et des scandales, l'exacerbation des conflits entre groupes d'intérêts rivaux, ressemblent, quant à elles, aux effets d'une crise d'autorité. Tout se passe comme si les mécanismes d'arbitrage entre les différents segments du système n'étaient plus opérationnels ou que le centre chargé de les mettre en œuvre s'était mis en retrait.

Les rumeurs folles autour de Bouamatou, ces dernières semaines, semblent bien être l'indice d'une lutte âpre entre clans rivaux au sein d'un sérail plus que jamais aux allures de "famille" sicilienne (n'en déplaise à notre estimé confrère de La Tribune, dans ce combat aux relents de manne pétrolière et de connivences mafieuses, entre clans rivaux, nous préférons ne pas préférer).

La sphère politique n'a, hélas, pas grand chose à envier au monde économique. Affaiblis par l'élection présidentielle et ses suites, les partis politiques (du pouvoir comme de l'opposition) sont encore dans l'incapacité de se dépêtrer d'une logique jusqu'aboutiste, et d'ouvrir des voies permettant de sortir d'une impasse grosse de dangers.

Un an après, rien n'a changé; sinon en pire.

Le 8 juin n'est pas seulement un événement sanglant de notre passé; le 8 juin c'est notre avenir, le cauchemar planant au dessus de notre sommeil déjà bien agité.

ABDOULAYE CIRÉ BA